



COMMUNIQUE DE L'OLUCOME N° 004/OLUCOME/05/2016 PORTANT SUR :
« QUI A L'INTERET QUE L'INSECURITE, LA MISERE, LA PEUR ET L'ISOLEMENT VIS-
A-VIS DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE CONTINUENT A SE MANIFESTER
SUR NOTRE PAYS ? »

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) est tellement préoccupé par la dégradation du jour au jour de l'économie burundaise et le recul du pays en matière de stabilité politique, de bonne gouvernance, de lutte contre la corruption, des libertés publiques, du chômage et de la démographie. Le Burundi est classé parmi les dix premiers pays du monde où ces domaines ci-haut mentionnés vont mal.
2. Ce recul dans ces différents domaines s'est accentué avec l'avènement de la crise politico-sécuritaire vers la fin du mois d'avril 2015. L'origine de cette crise a été la présentation de la candidature du Président Pierre Nkurunziza aux présidentielles de 2015 pour briguer le 3^{ème} mandat alors qu'il allait bientôt terminer ses deux mandats que la Constitution burundaise lui autorise. Ce non respect des accords d'Arusha et de la constitution du Burundi a amené les partis politiques de l'opposition, les organisations de la société civile et une partie de la population burundaise et la communauté internationale à réclamer pour que les principes démocratiques soient respectés mais en vain.
3. Etant donné que le Gouvernement disait qu'il n'avait pas autorisé les manifestations à cette époque, il y a eu dans certains cas des confrontations entre la population et les policiers sous des effets de tirs d'armes, il s'en est suivi les assassinats ciblés, les enlèvements et les emprisonnements des personnes soupçonnées d'être les anti-troisième mandat, et l'apparition des fosses communes dans certaines localités. Le bilan actuel révélé par certaines organisations internationales démontre qu'il y a eu plus de 500 morts, plus de 250 000 burundais réfugiés, plus de 6000 prisonniers ainsi que 5 stations de radios et une télévision privées brûlées. Ces actes ignobles mentionnés ci-hauts qui persistent, continuent à semer la peur généralisée dans les cœurs des citoyens burundais à tel enseigne qu'ils se demandent : « Où allons-nous ? »
4. Les programmes de développement du Burundi dans les dix dernières années (Cadre Stratégique de croissance et de Lutte contre la Pauvreté : CSLPI et II) n'ont pas atteint leurs objectifs d'aboutir à un taux de croissance de 8% au moins. Le taux de croissance de 4% prévu pour 2015 a chuté jusqu'à à - 7% cette même année suite aux différentes raisons évoquées ci-haut. L'Observatoire rappelle que la mobilisation de fonds du financement du CSLPI et II par le Gouvernement auprès des

lg

partenaires du Burundi a permis d'avoir les promesses de près de 5 milliards de dollars américains soit plus de 75 mille milliards de Francs burundais. Ces fonds ont été promis après que le Burundi ait reçu le privilège d'atténuation de la dette extérieure de 1,480 milliards de dollars américains soit près de 2 220 milliards de Francs burundais. Mais suite aux problèmes de gouvernance, de leadership, de respect des droits de l'homme et de planification, le Gouvernement a enregistré un échec face à ses prévisions de croissance économique.

5. L'économie burundaise est profondément touchée car les projets de développement issus du Budget Général de l'Etat exercice 2016 (financés à plus de 90% par l'extérieur) ne sont pas réalisés même si ils sont sur papiers à cause du retrait de la majorité des partenaires techniques et financiers dans l'octroi de l'aide budgétaire et des appuis projets. Ce qui contribue à la dévaluation de la monnaie par la réduction de la quantité des devises et la planche à billets (1USD contre 2000 Francs burundais), l'élévation du taux de chômage, la diminution du revenu par habitant qui ne permet plus à satisfaire aux besoins fondamentaux (la plupart des ménages mangent actuellement à peine une fois par jour),... Le Burundi est également touché aujourd'hui par la faim avec un indice de la faim avoisinant 40% et un taux de malnutrition infantile de plus de 60%. Le comble de malheur est que le Burundi est le pays le plus pauvre du monde selon le rapport du Fonds Monétaire International (FMI) de 2015 sur base d'un PIB par habitant de 315,2 dollars américains.
6. En matière de lutte contre la corruption, le Burundi qui était classé parmi les 40 premiers pays les plus corrompus du monde en 2006 est actuellement classé parmi les 10 premiers pays les plus corrompus du monde avec de nouvelles formes de corruption où le parti au pouvoir, certains individus au pouvoir et les commissionnaires chacun demande sa part généralement entre 10% et 15% du prix du marché attribué. Ce qui favorise le clientélisme, l'enrichissement illicite d'une poignée de gens, les injustices de toute sorte, la longévité au pouvoir, les inégalités sociales, l'impunité des crimes,...
7. Eu égard à cette situation alarmante ci-haut évoquée, l'OLUCOME se trouve dans l'obligation de se poser les interrogations ci-dessous :
 - Qui a l'intérêt à ce que le dialogue inter burundais inclusif ne soit pas organisé dans les meilleurs délais ?
 - Qui a l'intérêt que l'insécurité, la misère, la peur et l'isolement vis-à-vis de la communauté internationale continuent à se manifester sur notre pays ?
 - A qui profite cette crise politico-sécuritaire ?
 - Qu'est-ce que le Gouvernement en place a fait pour maîtriser les ingrédients de la guerre notamment le taux de chômage élevé, la démographie galopante, les inégalités sociales, les injustices de toute sorte, l'impunité des crimes, la violation des droits de l'homme et la misère ?

g

8. Cet état des lieux de l'économie et de la gouvernance du pays incite l'OLUCOME à formuler des recommandations :

Au Gouvernement en place :

- a. De renoncer à l'initiative solitaire d'un dialogue avec ses amis politiques uniquement mais plutôt avec les vrais adversaires de tous les bords pour un riche débat autour de la question cruciale de la paix et du développement durable.
- b. De mettre en application les différentes exigences des partenaires techniques et financiers en l'occurrence la participation au dialogue inter burundais inclusif avec ses vrais protagonistes à Arusha en Tanzanie prévu ce 21 mai 2016 , le respect des droits de l'homme,...pour permettre aux citoyens burundais qui sont actuellement accablés par la faim et l'insécurité de sortir de cette situation par l'octroi au Burundi des financements extérieurs;
- c. D'arrêter les actes d'assassinats et d'enlèvements des personnes car les commanditaires et les auteurs de ces derniers répondront un jour à ces actes devant les juridictions tant nationales qu'internationales.

A la médiation :

- a. D'accélérer le processus de dialogue inclusif inter burundais entre le Gouvernement en place et ses vrais protagonistes afin d'amener les participants aux pourparlers à générer des solutions durables à tous les problèmes qui hantent le Burundi pendant un mois au maximum. Ces questions sont notamment, le **respect de l'Accord de paix d'ARUSHA et la Constitution burundaise, le respect des libertés publiques , économiques, civiles et sociales, le désarmement, le retour des réfugiés, la séparation des pouvoirs, l'impunité des crimes, la réouverture des médias, l'enrichissement illicite, la corruption, l'alternance constitutionnelle au pouvoir, l'annulation des poursuites judiciaires à l'endroit de certains leaders de l'opposition, de la société civile et des média, la libération des prisonniers politiques , la lutte contre les inégalités sociales , la lutte contre l'impunité, le recours aux armes et aux coup d'Etat.**

A la communauté internationale :

- a. De rester toujours au coté des burundais jusqu'au dénouement de cette crise politico-sécuritaire.

Aux partis politiques de l'opposition :

- a. De répondre à l'appel de la Médiation sans conditions pour un dialogue franc;
- b. De renoncer à toute action qui fait entrave au retour de la paix par tous les moyens et à tout prix;

g

- c. D'amener, lors des pourparlers, des visions et programmes à mettre en œuvre pour résoudre cette instabilité politique, sécuritaire et économique chaotique en précisant les moyens d'y parvenir.

A la population :

- a. De rester solidaire et refuser toute sollicitation politicienne tendant à vous amener dans les violences ou division de toute forme.

A la société civile burundaise :

- a. De constituer un vaste réseau des citoyens qui n'obligent qu'aux politiciens en général et aux dirigeants en particulier de la redevabilité vis-à-vis de leurs promesses électorales et le strict respect des lois.

Vive le Burundi sans les dirigeants corrompus, Vive la solidarité internationale.

Fait à Bujumbura, le 18/05/2016

